CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 26 SEPTEMBRE 2017

PRINCIPALES DÉCISIONS

Le Conseil d'administration de l'ARES s'est réuni le 26 septembre 2017.

Après avoir acté que M. Albert Corhay, Recteur de l'Uliège et vice-président du Conseil d'administration de l'ARES, avait été désigné président *ad interim* du Conseil d'administration après concertation entre les quatre vice-présidents, il a notamment pris les décisions suivantes.

Pour mémoire, le 18 aout 2017, le Président du Conseil d'administration de l'ARES, Philippe Maystadt, a été contraint de démissionner de ses fonctions pour des raisons de santé. Dans l'attente de la désignation d'un nouveau président par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles sur avis conforme de l'ARES, c'est M. Serge Flamé, Directeur de l'Institut des arts de diffusion (IAD) qui avait été désigné président *ad interim* du Conseil d'administration. Ce dernier étant désormais admis à la retraite, c'est M. Albert Corhay qui assure à présent l'intérim.

01. / Enseignement supérieur privé non reconnu en Fédération Wallonie-Bruxelles

Le Conseil d'administration a décidé de travailler sur la problématique de l'enseignement supérieur privé non reconnu, soulevée notamment par la Fédération des Etudiant-e-s Francophones (FEF). Il proposera des actions visant à mieux protéger les étudiants et les établissements de la Fédération Wallonie-Bruxelles des pratiques parfois douteuses de certains de ces opérateurs.

Les actions proposées par l'ARES seront débattues lors d'une prochaine réunion du Conseil d'administration. Celui-ci estime en effet qu'il s'agit d'une question de fond qui dépasse largement les stricts aspects de protection contre d'éventuelles dérives commerciales et qui touchent aussi à l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Ces actions consisteront notamment à demander l'élargissement des termes légaux protégés figurant déjà dans le [décret](#) « Paysage » du 7 novembre 2017 et à favoriser la mise en place d'un mécanisme performant de signalement des abus.

Rappelons que la Constitution belge garantit la liberté d'enseignement qui comporte deux volets : la liberté de choisir l'établissement de son choix et la liberté d'ouvrir un établissement et d'y enseigner. Les établissements d'enseignement supérieur reconnus sont listés dans le [décret](#) « Paysage » du 7 novembre 2013. Rappelons également qu'il n'existe pas, en Fédération Wallonie-Bruxelles, de système d'accréditation institutionnelle qui permettrait à un opérateur privé d'être automatiquement reconnu par les pouvoirs publics.

02. / Position de l'ARES sur l'Accord économique et commercial (AEGG/CETA)

Le Conseil d'administration a proposé l'ajout de l'enseignement supérieur dans la liste des exclusions nationales annexées au traité CETA (Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada).

Il demande également à ce que des précisions juridiques soient apportées au texte de ce traité à propos de l'enseignement supérieur, notamment en définissant certains termes, afin qu'il soit exclu, pour ce qui concerne la Belgique, du champ d'application des règles commerciales et qu'il demeure un enseignement public.

L'accord de libre-échange « CETA » se base en effet sur le principe de « liste négative » : tous les secteurs d'activités sont concernés sauf ceux qui sont inscrits dans la liste des exclusions. Celle-ci comprend le secteur « *Education Services* », qui ne bénéficie pas d'une définition juridique claire et précise. D'autres Etats membres, tels que la France et l'Autriche, ont déjà inclus l'enseignement supérieur (*Education services* et *Higher education services*) dans la liste des exclusions nationales.

Cette position de l'ARES est transmise au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

03./ Soutien aux initiatives visant à interdire la campagne de RichMeetBeautiful

Le Conseil d'administration s'est positionné en faveur d'un soutien à toutes les initiatives visant à lutter et à interdire les campagnes d'incitation à la prostitution étudiante. Il dénonce la banalisation d'un phénomène qui n'est pas nouveau et persiste à inquiéter le secteur de l'enseignement supérieur.

Cette prise de position s'inscrit dans le contexte de l'opération marketing lancée il y a quelques jours par l'opérateur « RichMeetBeautiful » aux abords de certains établissements d'enseignement supérieur.

Le Conseil d'administration estime que cette opération marketing porte atteinte à tout le travail d'accompagnement social et psychosocial mené par les pouvoirs publics, par le secteur associatif et par les établissements, ainsi qu'à l'image des étudiantes elles-mêmes.

Il soutient donc toutes les initiatives visant à bannir ce type d'opération, qu'il s'agisse des plaintes auprès du Jury d'éthique publicitaire ou des actions au pénal annoncées par les pouvoirs publics et les organisations étudiantes ou encore les contre-campagnes de sensibilisation portées par les acteurs de terrain.

04. / Extension de la procédure de notoriété professionnelle pour le type court dans l'enseignement de promotion sociale

Le Conseil d'administration adressera au Gouvernement un avis d'initiative demandant une modification de la législation relative à la procédure de notoriété professionnelle pour l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

Cette initiative vise à rétablir une symétrie entre les statuts des enseignants de promotion sociale et ceux des hautes écoles, les premiers se trouvant en quelque sorte discriminés sur ce point, alors que le contexte actuel est aux échanges de personnel facilités et au rapprochement des statuts.

Cette asymétrie entre statuts entre hautes écoles et enseignement de promotion sociale provient du transfert à l'ARES, conformément à l'article 156 du [décret](#) « Paysage » du 7 novembre 2013, de la mission d'avis autrefois attribuée au Conseil général des Hautes écoles (CGHE) par le [décret](#) du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles (article 4). Par ailleurs, cette procédure de notoriété est aussi d'application pour l'enseignement de promotion sociale, mais de type long ([loi](#) du 7 juillet 1970, section 4, article 10ter §3).

05. Sélection des projets PRD – PFS 2018

Le Conseil d'administration a approuvé la sélection de seize projets de coopération au développement, douze pour le programme « Projets de Recherche pour le Développement » (PRD) et quatre pour « Projet de Formation sud » (PFS).

Cette sélection est le résultat de l'appel à pré-projets PRD-PFS 2018 lancé en 2016 auprès des établissements d'enseignement supérieur de la Fédération Wallonie-Bruxelles selon une procédure en trois phases. Trente-cinq projets recevables avaient été réceptionnés par l'ARES.

Les projets sélectionnés débiteront leurs activités en 2018.

06. / Formation continue – certificat en accompagnement de personnes vieillissantes en situation de fragilité : compétences relationnelles, réflexives et éthiques

Le Conseil d'administration a attesté de la conformité du certificat de haute école en « accompagnement des personnes vieillissantes en situation de fragilité : compétences relationnelles, réflexives et éthiques » proposée par la haute école Robert Schuman et par la haute école libre mosane (Helmo) aux critères fixés par le [décret](#) « Paysage » pour qu'un établissement d'enseignement supérieur puisse délivrer un certificat et octroyer aux étudiants les crédits obtenus pour les enseignements suivis avec succès.

L'article 74 du [décret](#) « Paysage » attribue en effet à l'ARES la mission d'attester de la conformité d'une formation continue aux critères fixés.

07. Révision du décret de bachelier sage femme et de bachelier en soins infirmiers – Disposition transitoires

Le Conseil d'administration et le Gouvernement sont appelés à trouver ensemble une solution urgente au problème des étudiants en soins infirmiers qui, pour cause de « crédits résiduels » encore à réussir, risquent de passer de l'ancien cursus en trois ans lorsqu'ils ont débuté leurs études vers le nouveau cursus en quatre ans.

Le Conseil d'administration souhaite non seulement une révision des dispositions transitoires contenues dans le [décret](#) du 30 juin 2016 modifiant le décret du 18 juillet 2008 fixant les conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage femme et de bachelier en soins infirmiers, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, mais également que la situation présente de ces étudiants soit réglée en vue de leur permettre soit, de rester dans l'ancien cursus à trois ans soit, de pouvoir présenter à nouveau les examens qu'ils n'ont pas réussis.

08. Formations continues : inventaire des certificats de formation continue, évaluation des formations continues subsidiées dans le cadre du décret « Paysage » et demandes de subventions pour les écoles supérieures des Arts

Le Conseil d'administration a approuvé l'inventaire des certificats de formation continue organisés en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Conseil d'administration a également approuvé la synthèse des rapports d'évaluation des programmes de formation relevant de l'article 74 du [décret](#) « Paysage » ayant bénéficié d'une subvention en 2016 – 2017.

Enfin, le Conseil d'administration a remis son avis sur les demandes de subvention octroyées dans le cadre de l'article 74 du [décret](#) « Paysage » à des écoles supérieures des arts. C'est la première année où les écoles supérieures des arts peuvent recevoir une telle subvention, le Gouvernement ayant réservé un budget pour qu'elles puissent en bénéficier et déposer des projets de formation continue au même titre que les universités et les hautes écoles.

09. / Avis sur l'abrogation de l'article 8 du décret du 27 décembre 1993

Le Conseil d'administration de l'ARES a adopté un avis visant à modifier le décret du 27 septembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget. Cet avis, qui sera transmis au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, vise à ce que l'enseignement supérieur soit exclu du champ d'application de l'article 8 de ce décret : ses dispositions sont en effet obsolètes et entrent en conflit avec celles du [décret](#) « Paysage » du 7 novembre 2013. De plus, l'enseignement supérieur de promotion sociale n'est pas visé par cet article.

Cet article du décret de 1993 concerne des missions liées à la collecte de données et à la réalisation de statistiques que le [décret](#) « Paysage » a désormais confiées à l'ARES (article 106).

L'avis peut être consulté sur le site Internet de l'ARES à l'adresse : www.ares-ac.be/a-propos/instances/conseil-d-administration/avis